

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S. 0531 5541 0569 - 0247 231271

**TAILLABLES & CORVEABLES**



Retour au moyen-âge : taillables et corvéables à merci ! \_ 5 pour le prix d'1 \_ RMI coupé ? Mangez du pain béni ! \_ 22, v'la l'arnaque \_ Paroles de prisonniers \_ Spécial FSL-FSE : Sale coup de gueule, "Quatre pages", Représentativité & visibilité, Quelle plate-forme de revendications pour la CNT-AIT, Militier en réseau \_ Dernières nouvelles d'Italie \_ Communiqué de Rennes \_ Oyez, braves gens \_ Dis merci à la dame...

N° 83 - Décembre 2003 - Janvier 2004 1.5 euros

## La Lettre du C.D.E.S

bulletin du réseau

### LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de l'union régionale  
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

## Abonnement un an

Tarif normal : 7.5 euros

Abonnement de soutien : 15 € ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :  
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse  
et envoyez les à l'adresse ci-dessous

## Pour contacter le journal

Le Combat Syndicaliste  
7, rue St-Rémésy  
31000 Toulouse

Tél-Fax : 05 61 52 86 48

adresse internet

<http://cnt-ait.info>

(animé par la CNT-AIT de Toulouse)

## Secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158  
82001 Montauban cedex

## Autres adresses

Secrétariat de l'AIT

AIT, NSF boks 1977, Vikå, N-0121  
OSLO, Norvège.

CNT, Bureau confédéral

B.P. 51142, 34008 Montpellier Cdx 1  
<http://www.cnt-ait-fr.org>

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8178,  
64181 Bayonne Cdx. UR Méditer-  
ranée : CNT-AIT, Vieille Bourse du  
Travail, 13 rue de l'Académie, 13001  
Marseille. UR Normandie : CNT, BP  
2010, 14019 Caen Cdx. UR Paris-  
Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx  
11. Rhône-Alpes : CNT, BP 223,  
38405 St Martin d'Hères Cdx.

## La Lettre du C.D.E.S

ISSN 1240-0009 CPPAP 72171

Directeur J. Pastor

IMP SPE CNT AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé  
à titre militant par des adhérents  
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,  
après leur journée de travail.

Encore une fois, faute de place, nous  
ne pouvons publier tous les articles  
reçus. Nous nous en excusons  
auprès des auteurs.

# RETOUR AU MOYEN-AGE : TAILLABLES & CORVEABLES A MERCI !

Nos arrières grands-parents, paysans, manœuvres, ouvriers, artisans, étaient "taillables et corvéables à merci". Ils payaient à leur seigneur la "taille", un impôt particulièrement injuste. Ils lui devaient également la "corvée" ; un travail gratuit. Tout cela "à merci", c'est-à-dire selon la volonté des maîtres. C'était au Moyen-âge, sous l'ancien régime, sous les rois. Et si grande était la colère du peuple contre l'oppression que signifiait la corvée, qu'un des premiers actes de la Révolution française fut de l'abolir définitivement. Définitivement ? Enfin, jusqu'à maintenant. Parce que le gouvernement de Chirac-Raffarin, en nous imposant de travailler un jour gratuitement vient de réintroduire en droit français la corvée généralisée. Nous avons toujours payé, sous le nom de contribution, une sorte de "taille". Nous voici redevenus corvéables. Et en passe d'être opprimés "à merci", parce que rien ne semble pouvoir arrêter l'avalanche délirante des lois policières ni le flot montant de la régression sociale. Le pouvoir pousse son avantage jusqu'à l'abject, jusqu'à cette loi Perben actuellement en discussion (une de plus), qui prévoit de légaliser la pose de micros et de caméras par les flics au domicile de tout un chacun, permettant ainsi de violer notre intimité. Tout ceci s'ajoute aux lois honteuses qui envoient par exemple en prison de jeunes enfants (dès 13 ans) ou qui transforment le simple séjour dans un hall d'immeuble en grave délit ! C'est le retour au Moyen-âge. Il ne leur manque plus qu'à brûler des sorcières sur les places publiques ou à réinventer les galères ! Quant au servage, le RMA y ressemble baugrement. Et ne parlons même pas des privilèges que nos seigneurs s'accordent. Ceux de l'ancien régime en pâtiraient d'envie !

Malgré le contrôle social et policier auquel nous sommes soumis ; aujourd'hui, comme ils ont su le faire hier, des femmes et des hommes se lèveront contre la corvée, contre les privilèges, contre l'oppression. Aujourd'hui plus qu'hier, ils comprendront qu'il n'y a qu'un chemin possible pour ce combat : celui de la Révolution. Et, s'ils tirent, comme notre action militante doit les aider à le faire, les leçons des insuffisances mais aussi des succès des mouvements sociaux du passé, c'est vers la Révolution sociale et libertaire qu'ils dirigeront leurs pas.

# F

## PRISONNIER

René Reisel, un des principaux initiateurs de la campagne anti-OGM cumule à ce titre diverses condamnations. Après avoir refusé toute demande de grâce présidentielle et rejeté les aménagements de peine proposés par les magistrats, René Reisel entrera en prison le 1er décembre. Il ne peut ni ne veut compter sur les mêmes appuis que ceux qui jouent la médiatisation. Nos compagnons de la CNT-AIT du Gard organisent un soutien. Pour prendre contact : <http://cnteducation30.free.fr> #

## ERRATUM

Dans notre précédent numéro (p. 15), nous avons répondu, sous le titre "Palestine-Israël : mise au point" à un article qui attaquait la CNT-AIT. Par erreur, nous avons attribué cet article à "Courant Alternatif", la publication de l'OCL alors qu'il avait simplement circlé dans le camping de cette organisation. Nos excuses donc à "Courant Alternatif". Pour le reste, sur le fond, nous ne retirons rien à ce que nous avons écrit. #

# 5 pour le prix d'1

Dès le 1er janvier 2004, l'aide sociale en France pour les chômeurs les plus précaires (les RMIstes) ça se méritera... en travaillant !!! Le gouvernement, dans sa grande générosité envers les patrons, a inventé et financera largement un nouveau type d'emploi précaire : le RMA, 20 h de travail payé au SMIC horaire (donc guère plus que le RMI). Il faudra donc toujours se contenter des miettes (545 euros) mais cette fois en se crevant.



Au contraire, pour le patron c'est tout bénéf : le RMI lui sera reversé par le Conseil Général, il ne lui restera plus qu'à le compléter modestement (130 euros par RMAste, moins de mille francs !). Cinq employés au RMA ne lui coûteront pas plus cher qu'un employé au SMIC ! Les patrons se frottent les mains : 5 employés pour le prix d'1. Un gain de production de l'ordre de trois fois et demie, puisque 5 RMAstes en faisant chacun 20 heures par semaine, font 100 heures de travail au total, alors que le SMICAR ne produit "que" pendant 35 heures. Le tout payé par les deniers publics, c'est dû jamais vu.

De plus, avec un salarié au RMA, il n'y a pas de carrière ni de revendications à gérer (avancement ou augmentation de salaire, ...), la durée maximale étant de un an et demi (6 mois, renouvelable deux fois). Et comme si cela ne suffisait pas, l'État offre un "cadeau bonus" aux amis du Baron Sellières en prenant aussi à sa charge les cotisations patronales de la sécurité sociale. Pour couronner le tout, le RMAste ne cotisera pas pour la retraite sur la base des 20 heures au SMIC mais sur les seuls 130 euros payés par l'employeur. A ce régime là, il lui faudra travailler 120 ans pour ouvrir ses droits à la retraite !!!

Plus besoin de délocaliser dans les pays "pauvres" pour trouver de la main-d'œuvre bon marché. Les entreprises auront dès lors tout intérêt à licencier des travailleurs en CDD ou en CDI pour les remplacer par la main-d'œuvre presque gratuite du RMA. D'autant plus que la loi ne limite pas le nombre de RMA par entreprise. Par ailleurs, l'augmentation du nombre des RMIstes, du fait de la limitation des Allocations Spécifiques de Solidarité à 2 ans maximum en 2004 permettra de disposer d'un réservoir considérable de travailleurs précaires. L'État prévoit

pour l'année prochaine pas moins de 50 000 RMA dans le secteur marchand !!!

Enfin, gare aux RMIstes récalcitrants qui refuseraient ces "emplois de rêve" (qui risquent d'ailleurs de ne pas correspondre à leur expérience professionnelle, leur formation et leurs envies) proposés par l'ANPE, ils pourraient se voir suspendre leur RMI ! Mais si vous acceptez cette généreuse offre de réinsertion par l'exploitation, ne vous croyez pas à l'abri d'un tel danger puisque votre patron sera alors également votre tuteur et sera chargé d'attester au référent (représentant du Conseil général) tous les 3 mois que "l'action d'insertion" est bien suivie. Si est établi que le non-respect de cette dernière est imputable au bénéficiaire du RMA, le versement du RMI à ce dernier peut être suspendu ! Après les RMIstes, caste de chômeurs sans droit au chômage, les RMAstes, caste de travailleurs sans droit du travail !

Le RMA ne fera qu'accélérer la précarisation des catégories les plus fragiles (les moins diplômées et celles touchant les plus bas salaires) : c'est une véritable attaque contre le déjà trop modeste SMIC. Quant aux RMIstes, ils n'auront plus guère d'espoir de décrocher un "emploi normal" puisqu'une entreprise pourra les embaucher pour le cinquième du coût d'un smicard à temps plein.

Le RMA n'est donc en aucun cas une mesure d'aide aux plus démunis mais au contraire un joli cadeau de Noël aux patrons et une vraie détérioration de nos conditions de travail !!!

Il est grand temps de montrer au MEDEF et à l'État que nous ne sommes pas des kleenex, justes bons à être jetés après utilisation !

# Gui

# Pain coupé ? Mangez du pain béni !

« Pâques », « Noël », « partage », « multiplication des pains par Jésus », « aspersion rituelle de sel », « nos églises », « premiers chrétiens », « soir de Noël », « référence à la Trinité », « Pâques » ... j'arrête là les citations, mais il y en a eu comme ça un bon paquet. Non, je n'étais ni à la messe ni à confesse. Il s'agissait d'une réunion officielle à laquelle m'avait expédié mon employeur. Ces propos sirupeux de cucuterie bien-pensante étaient ceux des représentants du "Gouvernement de la République", venus apprendre aux pauvres à manger comme il faut ...

Ce prêche constituait en effet la présentation de l'indigeste programme "Alimentation et insertion"<sup>1</sup> du "Secrétariat d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion" (rien pas, ce machin existe vraiment) en tournée missionnaire en province<sup>2</sup>.

A un moment où le pouvoir en fait des tonnes sur la laïcité dans les écoles, on se dit qu'il pourrait commencer par lui-même ! Un grand bain de laïcité dans les cabinets ministériels ferait assurément le plus grand bien et ça nous aurait fait échapper à l'ambiance de constipation générale qui régnait dans la salle. Une salle où il n'y avait pas le moindre miséreux puisque le sous-ministère entendait s'adresser aux militants caritatifs et à leurs employés. Il venait leur présenter les supports de communication de cette campagne grandiose : "Un grand calendrier à afficher dans les locaux des associations" et un "calendrier en format réduit" pour les pauvres. On allait quand même pas leur en donner un grand ! Quant aux cinq rations quotidiennes de fruits et légumes recommandées par le même ministère<sup>3</sup>, les pauvres pourront toujours les regarder sur les photos du calendrier, mais certainement pas se les acheter, vu les coupes sombres dans les budgets sociaux.

Outre le calendrier, les penseurs du ministère ont présenté une autre opération géniale : "1 resto pour 2". Au-delà de l'idée simplette d'offrir un repas au restaurant à une "personne en voie de réinsertion sociale" accompagnée de quelqu'un -une seule fois dans sa vie, faut pas exagérer non plus-, ce qui est franchement génial, plein

d'humanité et de simplicité administrative, c'est l'organisation prévue : "L'UMIH (Union des Métiers de l'Industrie de l'Hôtellerie) adresse une liste des restaurateurs partenaires répertoriés par département au Secrétariat d'État. Le Secrétariat d'État et la DGAS (Direction

pe pédagogique du CHRS. Le CHRS fait un rapport d'évaluation à la DDASS". Après ça, la DDASS remonte bien entendu ces informations capitales à la DGAS. La DGAS rend compte au Secrétariat d'État, Ouf !

Mais, ce n'est pas tout. Si ce qui précède ne vous a pas coupé l'appétit, le "Formulaire d'invitation" que le restaurateur remplira pour chaque convive a de quoi vous rendre définitivement anorexique !

Quand les pauvres boufferont, le gargotier notera leur ponctualité ou s'ils se grattent le nez entre deux plats, ou encore s'ils parlent politique pendant le repas. Tout ça au nom du "respect de la dignité de chacun" dont causent les curés de Raffarin dans la Charte qu'ils nous ont distribuée ! Au fait, savez-vous qui ils ont trouvé comme principal partenaire de cette opération ? Le groupe ACCOR<sup>4</sup> qui "offre des couverts" ... avec le même respect qu'il "offre" ses chambres d'hôtel au gouvernement lorsqu'il expulse des centaines de sans-papiers. La sous-ministre peut dormir tranquille : avec ACCOR les "Formulaires d'invitation" seront bien remplis !

# Lolita Negra

*Formulaire  
d'invitation*

Nom du restaurant : .....

Nom et prénom (du convive) : .....

Jour : ..... heure : .....

*Points forts et points faibles :*

- Réservation : respectée, non respectée (personnes non venues)

- Ponctualité : respectée, non respectée (gros retard)

- Supplément : lesquels ? .....

Observations complémentaires : .....

Générale des Affaires Sociales) diffusent la liste des restaurateurs partenaires aux DDASS (Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales). La DDASS répartie ces invitations par CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale). Le CHRS confie les invitations à un travailleur social. Le travailleur social réserve par téléphone et fax la table auprès des restaurateurs. Le restaurateur reçoit le client et son invité. A la fin du repas, le client signe symboliquement la note. Le restaurateur prend contact avec le travailleur social pour lui faire part de ses observations, en lui faxant le formulaire imprimé de l'invitation. Le travailleur social rend compte à l'équi-

1. Ministère des affaires sociales du travail et de la solidarité, Secrétariat d'État à la lutte contre la précarité et l'exclusion, Circulaire du 30 septembre 2003 adressée aux Préfets. 2. Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Marseille, Lyon et Strasbourg. 3. Dans le "Plan National Nutrition Santé". Il s'agit des préconisations minimales pour toute la population. 4. Cette circulaire pourrait s'appeler la "Circulaire ACCOR". Elle se gêne pas pour faire la promotion de ce groupe : son sigle n'y apparaît pas moins de quatre fois (ce qui constitue sûrement un record dans un texte officiel).

## 22. V'LA L'ARNAQUE !

**22** sujets proposés par ceux qui gouvernent à ceux qui enseignent dans le secondaire. Rien que le nombre -pourquoi pas 21 ou 23 ou même 4, puisqu'il faut n'en retenir que 4- fait rire ? D'où sort-il, ce chiffre ? Ce n'est même pas le pourcentage réalisé par notre président au premier tour des élections ... ne l'oublions pas, le gouvernement actuel n'est légitime que parce qu'il s'est présenté comme le défenseur des valeurs républicaines face à l'épouvantail Le Pen. Ironie, humour grinçant : le voilà aujourd'hui qui nous demande "quelles sont les valeurs de l'École Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?". Bonjour le malaise ! Chacun, en son for intérieur, sait qu'ils se foutent vraiment de nous : tout ce qu'ils cherchent, c'est un semblant de démocratie pour légitimer, une fois de plus, leur présence et leurs décisions.

En nous sollicitant, ils nous refont le coup des élections et nous donnent l'illusion de la démocratie. Défendre les valeurs républicaines est le déguisement nécessaire pour mieux défendre les valeurs libérales. Faites bien attention : si vous participez à ce "débat sur l'école", vous cautionnez et légitimez la nouvelle feuille de route qui nous sera imposée par le gouvernement. Il sera alors inutile de descendre dans la rue pour protester. Il sera trop tard.

Nous devons boycotter cette consultation :

1.- Il n'y a pas à collaborer avec des dirigeants qui nous demandent "quelles doivent être les missions de

l'École, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?" alors que la réalité de l'Europe, c'est le chômage et la précarité.

2.- Il n'y a pas à cautionner de réponse à la question "faut-il partager autrement l'éducation entre la jeunesse et l'âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?" dans un système où les enfants "cancros" et rebelles des ZEP doivent, coûte que coûte, devenir des travailleurs en solde mais dociles !

3.- Il n'y a pas à réfléchir à "comment l'École doit-elle utiliser au mieux les moyens dont elle dispose ?" alors qu'on veut nous faire admettre que les caisses sont vides et que l'heure est à la restriction budgétaire pour l'École comme pour la Santé.

4.- Il ne faut plus réfléchir à "comment lutter contre la violence et les incivilités ?" alors que ce sont les symptômes de l'impossibilité de la société républicaine libérale à être une société de liberté, d'égalité et de fraternité pour tous - et non pas "un type d'égalité" vers lequel tendre...

Ils nous demandent de choisir 4 thèmes de réflexion, voici 4 raisons de refuser ! On pourrait en trouver 18 autres mais, contrairement à nos dirigeants, nous ne cherchons pas à brouiller les pistes !

Le délai imparti est court. Agissons vite. Organisons le boycott !

\* Une prof en colère.

## ON NOUS A DÉJÀ FAIT LE COUP !

**U**n "grand débat" ? Nous avons eu droit à la même chose dans l'institut public où je travaille. L'Etat voulait transformer le fonctionnement de cet institut de recherche en le contractualisant, c'est-à-dire en lui imposant désormais un contrat sur quatre ans, avec des objectifs immédiatement utilisables par les firmes privées. Face à la grogne que ce projet suscitait, la direction générale nous a servi sa grande consultation, non pas sur la contractualisation (mot tabou), mais sur la "restructuration" de l'institut. Les syndicats furent invités à

participer à l'arnaque. La CFDT participa à la réunion prévue par la direction pour faire avaliser les questions à poser au personnel et fut très fière d'annoncer qu'elle avait réussi à imposer une question supplémentaire, "ouverte". La CGT, bien sûr, refusa de participer à cette réunion, mais demanda à tous de répondre comme un seul homme à la question "ouverte" de la CFDT, en demandant des postes supplémentaires.

Seule, la CNT-AIT a tracé pour appeler le personnel à boycotter cette farce. Et la consultation eut lieu. Et la Direction Générale (DG)

nous pondit des textes de synthèse sur les résultats. Et l'institut fut contractualisé exactement comme l'avait décidé le pouvoir. Les syndicats réclamaient toujours que soient analysées les réponses à la question subsidiaire, tout en reconnaissant que c'était extrêmement difficile de le faire... Une fois que tout était terminé, une adhérente de la CGT nous a confié qu'ils avaient peut-être fait une erreur en appelant à répondre au questionnaire de la DG ! Je ne sais toujours pas si elle est débile léger ou sacrément culottée...

\* B.

# PAROLES DE PRISONNIERS

L'État impose les intérêts marchands à grands coups de mesures économiques : les salaires n'augmentent plus, les licenciements deviennent de simples formalités, le chômage, le RMI sont revus à la baisse. Et pour ceux qui ne rentreraient pas dans le moule, des lois spécifiques permettent de parfaitement les encadrer.

La prison, c'est la menace ultime sans laquelle les autres menaces ne peuvent fonctionner. La hausse vertigineuse du taux d'incarcération n'est pas due au hasard mais à l'application des lois sécuritaires. Dans un contrat de dupes, l'État nous impose "sa" sécurité : vivre, c'est produire, consommer et se garder des "autres" qui chercheraient à profiter, voire à se saisir du peu que l'on détient. Vivre, c'est tout sacrifier pour posséder un petit quelque chose et passer notre vie à la défendre. Vivre, c'est s'enfermer de plus en plus dans un chez soi -ou mieux familial- et éviter toute autre forme de relations qui pourrait mettre en danger un quotidien pourtant nourri d'ennui, de télévision et de médicaments. Vivre, c'est s'isoler.

Il est pour nous évident qu'une critique de la prison et de la société qui la génère ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les rapports de travail et les modes de production-consumption capitalistes. Ces deux aspects de l'organisation sociale sont indissociables puisque l'augmentation des places de prison va de pair avec la précarisation du travail.

Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, nous vous proposons une discussion autour du thème de la judiciaireisation de l'espace public et des rapports sociaux. Ce thème soulève, nous semble-t-il, deux types de questionnements :

L'arsenal de dispositifs de contrôle et de lois sécuritaires quadrille toujours davantage nos vies dans cette société et en particulier toute tentative de lutte autonome : répression des luttes menées hors du strict cadre dicté par les cen-

trales syndicales, nouvelle définition du terrorisme dans le cadre du Mandat d'arrêt européen (permettant de pénaliser toutes les formes d'action collective ou individuelle). Face à cette surenchère répressive des États, peut-on encore penser, en termes de légitimité, la lutte des mouvements ou des collectifs dans "leur société" ; celle, prétendument civile, désincarnée par les médias ou celle, transcendante par nature, incarnée par les juges ?

De plus, cette catégorie de légitimité ne risque-t-elle pas de faire de la répression grandissante contre les mouvements de lutte, l'arbre qui cache la forêt de la répression sociale diffuse, que nous subissons quotidiennement dans les quartiers, les écoles, les lieux de travail ou de chômage ?

Nous assistons depuis quelques années à une réduction de l'horizon des luttes à un cadre strictement juridique. L'idée d'une Justice impartiale qui nous protégerait des abus des patrons licencieurs, des politiciens corrompus ou des policiers baveurs a fait son chemin. De "prolétaires" ou "rébelle" que nous étions, nous sommes devenus "exclus", "sans-droits", en un mot, des Victimes. Beaucoup d'entre nous engagent ainsi leur temps et leur énergie dans des procédures juridiques presque toujours vouées à l'échec, quand on ne se retrouve pas à crier "Chirac (ou Berlusconi) en prison", pour le plus grand plaisir du Hollande de service et la pérennisation des syndicats de matons. On réussit encore à vendre des slogans tels que "la loi, c'est le pouvoir des sans-pouvoirs" (Girontondini, Italie, 2002), alors qu'une journée passée dans les salles d'audience des comparutions

immédiates ou du tribunal administratif suffit à voir quelles chances le pouvoir des juges laisse aux sans-pouvoirs que la police républicaine lui livre chaque jour en pâture. Serait-il devenu impossible de penser hors des catégories de l'État ?

Englués dans la société normative du contrôle intégré, sommes-nous encore capables de produire une pensée du conflit ? C'est là, selon nous, l'un des enjeux du moment, pour faire face à la capacité d'embrigadement des forums prétendument sociaux mais assurément citoyens, comme le sont les concierges zélés et démocratiques, ou les micro-trottoirs de TF1.

# Extrait d'un texte du Collectif Solidarité Prisonnier de Violence, Transmission CNT-AIT Isère.

## Andrès MIRA BARNES

C'est un compagnon généreux de sa vie, généreux avec les autres qui vient de mourir à Barcelone ce 24 novembre à 52 ans. Comme dit Machado "caminante, no hay camino, se hace camino al andar" et il chemina. Fils de cénestiste, il vécut à Oran puis à Montpellier dans la mouvance des GARI, groupes libertaires des années 73-74 qui tentèrent de faire libérer les gens du MLL emprisonnés à Barcelone (exécution de PUIG-ANTICH en mars 74). À Barcelone, il fit route avec les Groupes Autonomes, contre un après-franquisme encore très franquiste. Emprisonné de 1978 à 1981 à la "Modela" (tentative d'évasion par tunnel avec d'autres politiques) puis à Carabanchel et à Ségovie, il participa aux comités de lutte dans les prisons (COPEL). Libéré au clandestin, il vécut avec sa compagne à Montpellier et lutta contre le capitalisme, le nucléaire et les prisons des deux côtés des Pyrénées, avant de reprendre le chemin de Barcelone.

Roses rouges et drapeau noir ont été incinérés à Montjuich avec lui.

Nous te saluons.

# Hélène



## SPECIAL FSL FSE

**D**u 13 au 18 novembre se sont tenus à Paris, parallèlement, un "Forum Social Européen" (FSE) et, en réponse, un "Forum Social Libertaires" (FSL). Nous y étions présents. Pourquoi ? Pour y distribuer un numéro spécial du C.S, les "quatre pages" que vous trouverez au milieu de ce journal. Question fréquentation, il faut bien le dire, le Forum, c'était pas impressionnant. Question ambiance non plus. Outre le compte-rendu (article ci-dessous), nous en avons ramené, après de multiples échanges inter-individuel, des interrogations sur trois points (représentativité & visibilité, plate-forme de revendication, modalités d'organisation) qui font l'objet des articles des pages 9 à 13.

# SALE COUP DE GUEULE

**L**e voyage Toulouse-Paris avait été super. Départ vendredi 17 heures, arrivée à Paname, une heure du mat. Zique à fond dans la voiture, Chansons de révolte, rap de JL, Ferré, Desjardins, ça chantonait souvent, ça braillait parfois, ça déconnait toujours. On était de bonne humeur, Julot et moi. On avait un Jeune Libertaire mélomane qui pionçait à l'arrière, et nous les vieux, on chantait Léo.

En montant au FSL, on était sûrs -indécrottables optimistes- que ça allait être intéressant, enrichissant, gai et drôle comme une bande d'anars en dérive. Julot lui, c'est le champion de la dérive. On rêvait fraternité et audace, ce fut marchandise et spectacle.

Le samedi matin, en entrant dans la grande salle du FSL, j'ai tout de suite pigé que ça allait être pénible. C'était aussi le salon du livre anarchiste ! J'avais oublié ! Le salon du livre anarchiste, c'est comme un vrai salon du livre sauf que les prix ne sont pas affichés. Il faut le demander au vendeur, en général un type ou une meuf plus tout jeune, placide et l'air habité par la sagesse. Il y a des stands avec des piles de livres, des CD, des vidéos, des tee-shirts (avec ou sans capuche, la tendance "chien noir sur fond rouge" fait fureur) des pin's, des affiches. En anarchie comme ailleurs, tout est à vendre bien sûr. Même la révolte et le désespoir s'achètent, en pack, en promo, en "soutien", en leasing, à crédit. Les maisons d'édi-

tion parmi les plus prestigieuses du microcosme anar sont là : la FA, le Gallimard de la révolte, l'OCL, bien fourni dans le style féminino-écolo branché, AL ou l'Anarchie Liquéfiée, les zéditions Agone, rien que du beau papier et des textes truffés de phrases en français imbitables, et des zindépendants mi-bouquinistes - mi-militants.

Dans les autres salles, c'était un peu le désert. Salles de débats sans débatteurs, crèches sans gosses, salle "organisation" tout maigre d'organisation, mais la salle à bière fonctionnait à petit régime. Qu'est-ce qu'on foutait là ? Avec Julot, on est ressorti aussi sec de ce cirque, comme pour s'enfuir. Le tôle d'un bistrot d'à côté nous a ouvert. On a bu un café, discuté avec le patron et sa mère de l'Algérie, de Toulouse, du prix des clopes, de la cannerie du monde et du nombre possible d'anars qui viendraient boire un coup chez lui s'il restait ouvert.

C'est Marie qui m'a remis les pendules à l'heure : "Et alors, tu croyais trouver Durutti ? On savait que c'était ça la mouvance en ce moment, fric et frime, cliques en tac et look rouge-noir. Et on sait ce

qu'on vient y faire. On vient rencontrer des gens attirés par cette fausse lumière. On vient militer, discuter, dire qui ont est, et ce que l'on n'est pas. Au moment où certains expliquent à qui veut l'entendre que l'anarchosyndicalisme n'a rien à voir avec l'anarchisme, c'est plutôt nécessaire non ?". Elle avait raison Marie. Au fond les vrai-faux-non-anarchistes, on s'en foutait, on était là pour tchatcher avec les autres, encortés ou pas, ceux qui voulaient savoir, qui

cherchaient, qui fiquaient du décor. On voulait prendre contact, savoir ce qu'ils faisaient, ce qu'ils pensaient, savoir si on pouvait faire des trucs ensemble. Julot m'a battu le cul et on y est retourné. Et au fil des couloirs, devant notre table ou dans la cour en filant notre qua-

tre pages, on s'est mis à discuter avec un tas de gens. Des djeune's lookés destroy avec un appétit de savoir comme des ogres, des Vignoles de province tout étonnés d'apprendre qu'ils n'étaient plus anarchistes, des Allemands, des Anglais, des Tchèques, ... et un chien en bandana qui aimait bien la bière. De temps à autre, on



croisait le regard sombre d'un apparatchik parisien, on entendait murmurer à notre rencontre "dogmatique", "violent", "sectaire", ..., rien de grave. La seule embrouille, c'est que devant la furie d'acheter de certains visiteurs, un copain a vendu plusieurs brochures. Comme on avait décidé en AG à Toulouse de ne rien vendre, on a corrigé le tir : bien qu'on soit fauché, on ne vend rien ici ! On ne peut pas gueuler contre ces foires marchandes et venir y faire du business.

Vers 13 heures, on a laissé deux ou trois copains aux tables de presse, et on est parti en bande rejoindre la manif. Dans le métro, c'était gamin, c'était ludique, en



troupe on sautait les barrières, on coinçait les portes en offrant la gratuité aux parisiens pressés, on tractait. Des Pieds Nickelés à la capitale quoi ! Puis vint la manif ! Ça aussi, on en avait débattu à Toulouse. On va à la kermesse ou pas ? Finalement, on avait décidé d'y aller pour tracter sur les bords, vers le public. Et même en rejoignant la super production FSE, on ne suivrait pas le cortège officiel, mais on tracterait les jeunes et les éternels. Et on l'a fait ! Ce fut à la fois triste et drôle. Fallait voir le tableau, un vrai mirage. Je gueulais les slogans comme on boit pour oublier, pour fuir le merdier. Un millier d'humains, de tous âges, mais blancs pour la plupart, déguisés en rouge et noir ou en noir, braillaient la révolution internationale en descendant, encadrés

par quelques flics débonnaires, une rue étroite où d'autres humains, la plupart de couleur, sans habit rouge ni noir, les regardaient passer en silence, sans l'ombre d'un sourire, sans l'ombre d'un espoir. Je me sentais merdeux, j'ai pris mes tracts et j'ai tracté, tracté sans regarder. Au loin, au bout de la rue, place de la République, comme une cible, comme un appât, comme un appelant pour le tir au pigeon, flottait un immense ballon blanc aux couleurs du PS.

Arrivée à quelques pas de la place, la troupe de théâtre ambulante s'arrête. Un petit gars en keffieh armé d'un drapeau noir escalade une camionnette à musique où somnole Reynaud, l'auteur du

fameux appel intersidéral au réformisme libertaire ("Appel à l'unité du mouvement libertaire"). Le genou posé sur le toit, le drapeau tendu comme en Espagne ou en Palestine,

le gars prend la pose. Un écran de fumée s'élève en arrière plan tandis que les appareils photo et les caméscopes se mettent à mitrailler la scène. Julot reprend une gorgée de bière, rote et me lance : "Regarde, c'est la StarAc chez les babas !". Ça se bouscule, des autonomes passent à l'avant en trahant, rigolards, suivis à la trace par les musclars à oreillettes. Et là, comme en apothéose, comme le point culminant du spectaculaire absolu, comme une dernière et définitive négation de ce que le mot anarchosyndicalisme veut dire, le Service d'Ordre de la CNT Vignoles claque un gars qui canardait les sociaux à coup de canette, et se pose, air de chapans couillus et bras de gonflette, en rang serré entre les figurants socialistes et la manif libertaire. Des syndicalistes

révolutionnaires qui assurent le SO des socialistes ! Qui peut accepter ça et se prétendre libertaire, anti-autoritaire, révolutionnaire ? Marie, Julot et moi, écoeurés, on s'est barré tracter le FSE. Avec leur banderole demandant des crayons et leur tube de Manu Tchaa, les étudiants des facs de Rennes nous auraient presque paru militants !

Le soir, des copains et copines ont dormi à droite à gauche, chez des potes à Paris ou en banlieue. On s'est retrouvé une dizaine chez Lulu, une militante des JL de Paris.

On a beaucoup parlé de la kermesse et de la foire aux livres, des idées, des espoirs et on a beaucoup bu et fumé aussi, et chanté jusque tard dans la nuit. Quand j'ai raconté ma vision de cette journée vide de sens, les copains m'ont trouvé sombre, nihiliste, méprisant. Et merde alors, même le mépris et la rage ont été vendus ? Il ne nous reste plus rien d'autre que le silence ou la révolte politiquement correcte ? Moi, je les emmerde tous, ces réformards rouge et noir, ces cheffailons de bataillons de clowns, ces penseurs sans idées, ces anarchistes sans révolte. Je veux parler aux autres, à ceux qui se foutent du décor, à ceux qui ont mal au bide, à ceux qui ont définitivement tourné le dos à la combine, à l'apparence, à ceux que le mot Révolution libertaire ne fait ni rire, ni fuir. On dit de nous, militants de Toulouse, que nous sommes dogmatiques, puristes, sectaires et violents. A voir la guignolade parisienne, ce vide, cette absence sidérante de discours politique rupturiste, on mesure effectivement la distance ! Mais pour ce qui est de la violence, on n'en est pas au bord ! Où ont-ils trouvé ces mecs assez cons pour se croire anar en faisant partie du Service d'Ordre Socialiste ?

Le dimanche, on s'est tiré avec Julot, en voiture, sous la flotte, direction Toulouse. Julot la dérive a trouvé encore le moyen de se gouverner de route. On s'en foutait, on parlait encore et encore, de ce monde de mort, de la lutte, de demain, de la Sociale.

# Paulo le crocheux



# LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarchosyndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La Lettre du C.D.E.S. ISSN 1245-0009 CPPAP 72171 - Supplément gratuit au N° 83 [Nov 2003]

## La farce spectaculaire Européenne

Rituel mondio-télévisé, vaste opération de désinformation, le Forum Social Européen, véritable Farce Spectaculaire Européenne, constitue avant tout une de ces opérations routinières de manipulation qui permettent à la classe dominante de gérer la contestation populaire "en douceur", entre deux périodes de répression. Tranquillement, comme il l'a fait à Gênes ou à Seattle, le pouvoir convoque aujourd'hui ses opposants à Paris, sépare les "démocrates" des "voyous", et définit les limites autorisées de la contestation-spectacle.

Après avoir appelé à voter Chirac et ainsi légitimé Raffarin, Sarkozy et toute leur politique, les ATTAC, Bové et compagnies continuent à assurer inlassablement les mêmes fonctions : brouiller les pistes, diviser les exploités, étouffer les révoltes dans l'œuf ou les mener dans des impasses ; en un mot, assurer la pérennité du système.

### LES RÉFORMISTES D'AUJOURD'HUI SONT LES EXPLOITEURS DE DEMAIN.

Peut-on sérieusement en douter ? Les réformistes d'aujourd'hui sont les exploités de demain. L'histoire pulviscule d'exemples et Lula vient d'en produire un de plus, particulièrement éloquent : ce rebelle, qui était un hors-la-loi toujours prêt à discuter avec le système, a rapidement acquis le statut d'opposant officiel "d'extrême gauche". Une fois obtenu le soutien de Wall Street, le voici devenu une sorte de vice-roi du Brésil chargé de faire avaler à ceux-là mêmes qui l'ont porté au pouvoir les ordres du FMI<sup>(1)</sup>. Lula ou pas, au Brésil comme ailleurs, le constat est le même : c'est toujours la domination et l'exploitation du plus grand nombre par des "élites" qui se poursuit. Et là-bas comme ici, la fameuse "démocratie participative" n'est qu'un rideau de fumée. Elle n'a pas pour objet d'humaniser le monde, mais seulement d'assurer aux profiteurs la paix sociale.

### UN TEL SYSTÈME DE DOMINATION NE SE REFORME PAS, IL S'ABAT.

Sans mythe du grand soir, sans nihilisme aucun, nous affirmons qu'un tel système de domination ne se réforme pas, qu'il s'abat. La rupture totale et définitive avec ce système est la condition indispensable pour pouvoir bâtir un monde nouveau. La révolution n'est pas un bel espoir révolu, c'est un nouveau, intense et inévitable moment d'histoire à venir. Sans romantisme ni concession aux modes, fussent-elles celles du rouge-et-noir, nous savons que seul le communisme libertaire permettra une vie sans profit ni domination, que l'anarchie n'est ni le chaos, ni l'utopie. C'est le refus de tous les dogmes et de tous les pouvoirs. C'est tout simplement, pour reprendre la belle formule de Pelloutier<sup>(2)</sup>, la seule façon de vivre sans dieu, sans maître et sans patrie. Pour nous, l'anarcho-syndicalisme, c'est la mise en pratique de cette idée. A la base de chacun de nos actes militants, il y a une volonté de rupture avec le système, le refus absolu de toute délégation de pouvoir, de toute représentation déléguée ou désignée, de toute compromission.

### C'est pourquoi :

— Nous refusons toutes les élections, qu'elles soient politiques ou professionnelles. Car jamais un élu, de

quelque bord qu'il soit, n'a à porter ni à décider à notre place. Face au pouvoir des canailles, nous appelons en toutes circonstances à l'abstention.

— Nous rejetons le syndicalisme de collaboration de classe, qu'il soit porté par les vieilles centrales (CFDT, CGT, FO, ...) ou par leur progéniture alternative (SUD, UNSA, ...). Ces dernières, à travers une quête inlassable de "représentativité", de "visibilité" cherchant, elles aussi, à nous "représenter", c'est-à-dire à parler et à décider à notre place<sup>(3)</sup>. Par leur intégration dans l'Etat (à travers les commissions administratives paritaires, la participation à la gestion des organismes dits sociaux...) comme par leur collaboration au plus haut niveau avec le patronat (élections prud'homales...), les unes et les autres ne sont que des rouages d'un vaste système d'exploitation, de division et de domination. Parce qu'ils cogèrent notre domestication avec l'Etat et le patronat, ces syndicats réformistes sont aussi le pouvoir. Ils sont nos ennemis de classe. Nous n'avons rien à faire avec eux.

— Nous refusons la comédie médiatique et la contestation spectaculaire. Elles vident nos révoltes de leur sens et en font un produit de consommation de plus. Au cours de ces dernières années, nombreux sont ceux, philosophes, sociologues ou politologues qui ont démonté les mécanismes des médias, éta-

bil leur rôle insidieusement nuisible et les ont dénoncés pour ce qu'ils sont, les "nouveaux chiens de garde" du capital. Très nombreux sont ceux, en particulier dans les milieux libertaires, qui souscrivent à ces analyses. Mais presque tout aussi nombreux sont ceux qui continuent de courir derrière micros et caméras, à placer leur stratégie organisationnelle dans une perspective de médiatisation. En ce qui nous concerne, nous avons tiré les conséquences qui s'imposent : nous ne parlons pas aux journalistes.

... Nous récusons tous les partis politiques, des plus grands aux plus groupusculaires car, par définition, ils aspirent à prendre le pouvoir et donc à exploiter la population. C'est pourquoi, nous affirmons qu'il n'y a aucune possibilité, même ponctuelle, d'accord, d'alliance ou de signature avec eux.

## NOTRE FUTUR, C'EST LE COMMUNISME LIBERTAIRE. NOTRE PRÉSENT, L'AUTO-ORGANISATION.

Pour nous, l'anarcho-syndicalisme, c'est la solidarité de classe entre exploités pour combattre le pouvoir et s'en débarrasser une fois pour toutes. Notre futur, c'est le communisme libertaire. Notre présent, c'est l'auto-organisation et l'autogestion dans les luttes comme dans la vie, sans délégué, sans leader et sans pouvoir.

### C'est pourquoi :

... Nous appelons à la formation de comités de lutte, de comités de résistance partout où c'est possible, dans

les entreprises comme dans tous les lieux de vie (commune, quartier, lycée, fac,...).

... Nous propageons le fonctionnement en assemblées générales autogérées.

... Nous appelons à la démocratie directe et à l'action directe, c'est-à-dire à l'action collective sans intrusion de "médiateurs", de négociateurs extérieurs. Les négociateurs syndicaux ont toujours négocié notre défaite à leur profit et à celui du patronat. Les journées de grève et les cortèges décidés par les syndicats d'intégration ne servent qu'à nous faire retourner au travail sans rien avoir obtenu.



... Nous lançons un appel à l'imaginaire de tous et de chacun pour renouveler et multiplier les formes de lutte : gratuité dans les services publics (transports...), baisse des cadences, contre-information sur les boîtes, ouverture au public des lieux de travail, blocage de la production... Inventons, réinventons nos luttes et décidons-en collectivement.

... Nous rejetons tous les corporatismes et nous voulons réaliser la solidarité. Solidarité entre les salariés en lutte dans les entreprises, entre les chômeurs et les salariés, entre les fichés et les sans-papiers, entre les légaux et les clandestins, entre tous les exploités.

**Précaries, salariés du privé ou du public, étudiants, chômeurs, résistants au travail, exclus de tout, unissons nos luttes.**

# Des militants,

(\*) Lula a déjà fait beaucoup plus fort que Raftarin : l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires brésiliens vient d'être reculé de sept ans et les pensions éliminées d'un coup de 30%... et tout ça en un seul passage au parlement brésilien. [Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées], N°82.

(\*) Fernand Pelloutier (1867-1901), est le fondateur des Bourses du Travail et l'un des principaux organisateurs de la CGT (à l'époque révolutionnaire). Il appelait que les militants syndicalistes doivent être avant tout des "hommes sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de toute dictature y compris la dictature du prolétariat".

(\*) Les "alternatifs" sont tellement utiles au contrôle social que des projets leur accordant la représentativité d'office (comme c'est le cas déjà pour les vieilles centrales) est à l'étude dans les milieux patronaux.

## SOUVENIRS SOUVENIRS

Communiqué de Monsieur Dailly, responsable CNPF (devenu depuis le MEDEF) le 30 juin 1968 :

"Je suis le premier à reconnaître qu'au mois de mai, ce sont les syndicats qui, avec un courage, un sang froid, et une détermination admirable, ont empêché que les mouvements ne débouchent sur le domaine politique, et Dieu sait combien nous avons été inquiets dans ce pays, au moment où nous avons cru que les troupes leur échappaient, emmenées par je ne sais quels enrégés."

en savoir + sur la CNT-AIT Midi Pyrénées : [www.cnt-ait.info](http://www.cnt-ait.info)

POUR RECEVOIR GRATUITEMENT ET SANS ENGAGEMENT LES TROIS PROCHAINS NUMEROS DE NOTRE JOURNAL RETOURNEZ CE BON A : CNT-AIT, 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

n° d'appartement : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

# UNE CONTINUITÉ PARFAITE

Droite/droite, gauche/gauche, gauche/droite, droite/gauche et actuellement droite/droite[\*1], toutes les formules "démocratiques" possibles ont été essayées et la continuité politique est parfaite, chacun faisant en fonction de ce que son prédécesseur lui avait préparé. Résultat : la situation actuelle est de plus en plus inégalitaire. Le nombre de licenciements, de plans sociaux[\*2], de précaires, d'exclus, de chômeurs, etc. ne cesse de progresser. Dans cette situation la population a des soubresauts de résistance,

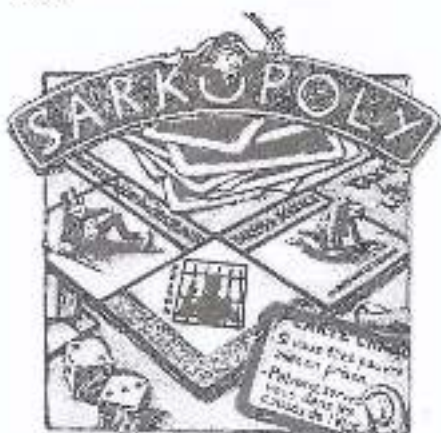
On l'a encore vu ces derniers mois dans les actions menées par les enseignants, les intermittents du spectacle ou des salariés de différents secteurs contre les attaques sur les retraites, etc., on a pu aussi constater l'aspiration à s'organiser de manière indépendante, en Assemblées Générales et/ou en comités de grève. Ces méthodes émancipatrices inquiètent les partis politiques, les gouvernements mais aussi les acteurs sociaux[\*3]. Les mouvements revendicatifs leur échappent chaque fois plus, il faut donc un cadre pour reprendre le contrôle de tous ceux qui tenteraient de s'émanciper, et c'est là le rôle des intermondialistes, ATTACistes et autres ONGistes... Leur Forum Social Européen est annoncé à grand coup de propagande médiatique. Les partis, dits de gauche et de droite, les syndicats membres ou non de la CES (Confédération Syndicale Européenne), en font également l'éloge. Ceux qui se disent d'extrême gauche ne voient de solution qu'à travers le FSE... qui n'est nullement révolutionnaire et ne se positionne pas comme anticapitaliste. C'est un lieu de discussion et de rencontre

basé sur la citoyenneté[\*4] et non sur la lutte des classes, il s'oppose donc à cette dernière. Ce Forum critique les grosses multinationales sans pour autant critiquer ni le capitalisme ni l'exploitation, il laisse ouvertes toutes les options (capitalisme continental, d'Etat, voire de terroir ou encore Etat providence...) en fonction de ceux qu'il souhaite séduire ! Les licenciés, les exclus, les exploités, ceux qui souhaitent s'émanciper, ceux qui sont pour la révolution[\*5]... tous ceux là, n'ont rien à en attendre. Pour eux, une seule solution, l'organisation indépendante basée sur l'intercorporatisme, le fédéralisme, l'internationalisme et clairement en rupture avec le système.

# Sizo Rebelde.

[1] Droite-gauche : qui peut me donner la différence ? [2] Un licenciement, c'est virer un travailleur. Un plan social, c'est pareil mais en engraisant au passage les acteurs sociaux. [3] Acteurs sociaux : ce sont les syndicats admis par le patronat, ils profitent de substantiels avantages : en temps (décharges, heures de délégation, permanents...), en argent (subventions patronales, gouvernementales, européennes), en matériel (locaux, photocopies, etc.), ils n'ont nul besoin de la base

pour négocier en son nom, sous quelques bulletins dans l'une de temps en temps suffisent... [4] Citoyen : forme très en vogue. Il permet de ne plus parler de classes, PDG de multinationale ou exploité mourant de faim du tiers monde, nous serions tous citoyens et nous aurions tous les mêmes intérêts... [5] Révolution : les réformistes, les politiques, les gouvernements, les médias, le patronat, bref, le système capitaliste, tous sont d'accord pour des revendications sympathiques et acceptables. Tout ce qui s'oppose vers l'émancipation du peuple, donc vers la révolution, n'est à leur yeux que du terrorisme. Pourtant les terroristes sont ceux qui licencient, qui excluent, qui exploitent, qui génèrent des guerres. Bref, les capitalistes.



## L'ÉTAT DEGRAISSE DE PARTOUT, MAIS PAS POUR LE FSE

Les 19 et 20 juillet 2003 a eu lieu à Gènes la préparation du FSE de Paris-Saint-Denis[\*1]. Voici les prévisions financières : Dépenses : 4 353 000 euros ; Recettes : 3 867 000 euros ; Déficit au 30 juin : 486 000 euros, (plus de trois millions de francs). Les recettes prévisionnelles se répartissent en : droits d'inscription : 450 000 euros ; vente des "produits dérivés" [!]: 60 000 euros, et surtout fonds publics : 3 357 000 euros (soit plus de 22 MILLIONS de francs...). Donc, 87 % du total du financement du FSE est puisé dans les caisses publiques[\*2]. Le gouvernement français s'est engagé auprès de la

direction d'ATTAC à fournir un appui financier important (Le Figaro, 17 janvier 2003) et à solliciter celui de l'Union européenne. Pour régler les "détails", une rencontre avec le cabinet de M. Raffarin a d'ailleurs eu lieu. Ce financement étatique massif est-il dénué de toute signification politique ? Le gouvernement, on le sait, traite avec une pingerie sauvage les questions financières : il tranche dans le budget des hôpitaux (provoquant 13 000 morts par "canicule budgétaire"), dérembourse les médicaments, ferme les services publics, restreint les aides sociales, cherche à gratter sur les feuilles de paye des grévistes de

l'Éducation nationale au-delà des jours de grève... Mais pour le Forum social tout va bien : il n'y aura pas de restrictions !

# XYZ

\*[1] Nous avons trouvé ce compte rendu sur les différents sites internet mis en place par le FSE et ses organisations constitutives.

\*[2] L'aide de l'Etat ne se limite pas à cela, il y a aussi l'hébergement, avec la possibilité de "disposer du fort de l'Est à Saint-Denis et de l'ancienne Bourse - Palais Brongniart". Le salaire et la Bourse pour héberger le forum antimondialisation. Plus qu'un symbole !

Testez-vous en dix questions :

## Etes-vous anarchosyndicaliste ?

### 1. La République, c'est :

- a/ la gouvernance des élites,
- b/ un détournement de la démocratie,
- c/ une station de métro.

### 2. Le Citoyen, c'est :

- a/ un démocrate virtuel,
- b/ un couillon responsable,
- c/ une blague situationniste.

### 3. L'ONU (Organisation des Nations Unies),

c'est :

- a/ une officine de voleurs et de dictateurs,
- b/ la paix pour les riches,
- c/ l'armée d'occupation du capital.

### 4. L'Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens. (ATTAC), c'est :

- a/ un produit d'appel du "Monde diplo",
- b/ un club de loisir pour babos
- c/ des emplois fixes pour trotskistes intermittents.

### 5. Le FSE, c'est :

- a/ la Foire au Socialisme Etatique,
- b/ le Fonds de Secours des Elus sans mandat,
- c/ les Futurs Serviteurs de l'Etat.

### 6. Lula, c'est :

- a/ un flic social du capital,
- b/ un éteignoir à révolte,
- c/ le réformisme à l'œuvre.

### 7. Le Parti Socialiste, c'est :

- a/ un vieux mensonge,
- b/ le capitalisme qui se maquille,
- c/ du vol.

### 8. Un élu syndical, c'est :

- a/ un membre de la Direction des Ressources Humaines,
- b/ un vigile en civil,
- c/ un parasite.

### 9. La révolution, c'est :

- a/ inexorable,
- b/ jouissif,
- c/ pour demain.

### 10. L'anarchie, c'est :

- a/ l'autogestion,
- b/ la solidarité,
- c/ la démocratie directe.

## Réponses.

Bien sûr, nous n'avons pas préparé de "bonnes" réponses. A tout questionnaire, il n'y a d'ailleurs aucune réponse possible sinon à accepter d'être mis en coupe, en rang, en case. Plutôt que de choisir des réponses, mieux vaut choisir les questions ! Si par le plus navrant des abandons, vous vous êtes laissé aller à trier entre les réponses proposées jusqu'au bout, attention : SUD, ATTAC et autres ménestrels télégéniques de la contestation spectaculaire vous guettent. Faites rapidement une cure d'esprit critique !

Pour les autres, formez des bandes, des groupes, des comités de grève, des comités de lutte ; prénez l'action directe et la démocratie directe, la solidarité et l'autogestion dans les luttes comme dans le

quotidien. Dénoncez les syndicats réformistes et les partis, tous les collabos du système, les négociateurs véreux et les élections bidons. Soutenez les luttes des exploités partout où l'on veut se battre, au boulot, au quartier, en Algérie comme en Argentine, à Givet comme à Tomares (Andalousie). Combattez les totalitarismes de tout poil, églises, casernes et tribunaux, religion et fanatisme, nationalisme, régionalisme, parlementarisme. Et si ça vous dit, passez nous voir !

Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées -  
La lettre du CDES.  
Bureau de l'Union régionale CNT-AIT MP.  
CNT-AIT 7, rue St Remésy, 31000 Toulouse  
Tel/fac : 05 61 52 86 48.  
Directeur : J. Pastor. Imprimerie spéciale.  
Supplément gratuit au N°83 révisé à l'oc-  
casion du FSI.



Détournement d'un dessin paru dans l'Enragé n° 1 en 1968

**E**tre représentatifs, être visibles ... Il est fréquent de voir une organisation se battre pour sa représentativité ou des militants libertaires se confier aux journalistes. Certes, l'anarchosyndicaliste n'est pas un clandestin. Nous ne cherchons pas à nous infiltrer en cachant nos idées ... mais est-ce que cela passe par la représentativité et la visibilité médiatique ? C'est ce que nous allons tenter d'analyser ici.

## L'Anarchosyndicalisme et le "problème" de la représentativité syndicale.

**D**ans sa brochure "Les élections professionnelles contre le syndicalisme", la CNT-AIT évoque la question en parlant du "problème de la représentativité", sans dire en quoi consiste le problème. Un premier éclairage peut être apporté par ce constat : c'est surtout dans le secteur public que l'anarchosyndicalisme a retrouvé une deuxième jeunesse en France. Ceci explique peut être cela. L'activité syndicale et le droit de grève sont soumis dans le public à une réglementation rigide. La représentativité y est un enjeu, ne serait-ce que pour pouvoir lancer un appel à la grève. Dans le secteur public, tout préavis de grève doit en effet être déposé par un syndicat représentatif. Tel n'est pas le cas dans le secteur privé où le principal avantage que confère en fait la représentativité est de pouvoir se présenter au premier tour des élections professionnelles. Pour l'instant, l'essentiel (l'action des salariés et leur droit de grève) n'est pas conditionné par la représentativité. Et c'est tant mieux. Dans le secteur privé, le rapport de force supplante la notion de représentativité. Et le rapport de force, c'est l'affaire des anarchosyndicalistes.

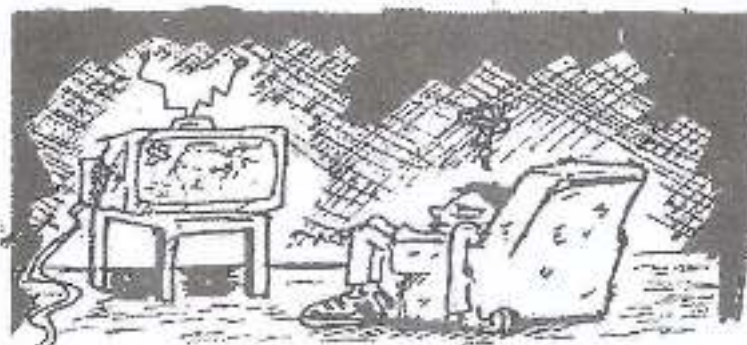
Cette question de la représentativité syndicale travaille les politiciens de la république plus qu'on ne le pense. En ce moment, ils planchent sur la préparation d'un

projet de loi qui va élargir les règles. Les grandes organisations syndicales nationales perdraient leur monopole de présentation au premier tour des élections professionnelles. La candidature serait ouverte à tous les syndicats légalement constitués. Faut-il dire avec plus de précision ce que cela signifie ? Le pouvoir a besoin de la représentativité. Parce qu'il a besoin d'interlocuteurs afin de pouvoir contrôler l'action éventuelle des salariés, action qu'il prévoit dure, au regard des mesures "sociales" qu'il prépare. Et gouverner c'est prévoir ! Or, les interlocuteurs traditionnels sont non seulement grillés, comme la CFDT, mais, qui plus est, souvent absents des entreprises privées. A défaut de grèves, le capitalisme se contentera de merles. Un tas de petits syndicats, alternatifs, autonomes voire syndicalistes révolutionnaires et anarchosyndicalistes ont deux ou trois militants, quelques sympathisants, dans telle ou telle entreprise. Ils pourraient faire l'affaire. C'est-à-dire jouer le rôle de tampon entre l'action directe de salariés poussés à bout, et un patronat de plus en plus arrogant.

La représentativité c'est donc le problème du pouvoir, non celui

des anarchosyndicalistes. Et pourtant, depuis 30 ans, que d'énergie gaspillée dans des affaires de représentativité dans le privé !

Dernière en date : celle d'une section CNT-Vignoles au Havre, qui compterait une trentaine d'adhérents (ce qui n'est pas rien). Très significativement, dans son communiqué d'appel à la solidarité, elle fait passer au deuxième plan les préoccupations de l'ensemble des travailleurs. Que n'ont-ils commencé par mener directement la lutte, avec si possible les autres salariés, au sujet de leurs conditions de travail ? Ils auraient alors probablement vu leur patron, celui-là même qui conteste aujourd'hui leur représentativité, leur demander de se présenter comme interlocuteurs ... (auquel cas d'ailleurs, il leur aurait fallu refuser !). Car le but de la représentativité dans la lutte de



classe est de remplacer le tout, l'action collective, l'Assemblée Générale des travailleurs (à ne pas confondre avec une intersyndicale !) par une simple partie (la ou les section[s] syndicale[s]). Ce qui aboutit tout d'abord et rapidement à la liquidation de ce tout (généralement : fin de l'AG) puis progressivement à l'affaiblissement de la partie (par l'institutionnalisation sous-jacente ou la répression). Subodorant ce piège, le syndicat CNT de St-Etienne

SUITE PAGE 10

(également adhérent aux Vignoles) déclare quant à lui : "La CNT est représentative de par la réalité de son action syndicale et son indépendance financière". Ceci nous semble bien plus juste que de chercher une reconnaissance juridique, car, d'évidence, il n'est possible de représenter que ses militants et sympathisants. Une section CNT n'existe que par la réalité de son action et le contenu de sa réflexion. C'est cette existence de facto qui est notre objectif, et non de représenter qui que soit d'autres que nous-mêmes.

### De la visibilité militante

Tout militant révolutionnaire cherche à se grouper avec les personnes qui pensent comme lui. Partant de là, il est naturel qu'il tente de se faire connaître. Des moyens existent pour ce faire.

Mais depuis une dizaine d'années, une théorie a fait son émergence. D'après cette dernière, nous pourrions utiliser les médias plus que ceux-ci nous utilisent. Cette théorie n'a que peu ou pas été débattue. Elle s'est imposée par elle-même.

Pourtant, plus que dans une société de répression brutale et directe, nous vivons dans une société "d'information massive". En "informant" on forme, ceci est dénoncé quotidiennement avec raison. Mais on peut également réprimer en informant. Quoi de plus simple en effet que de réprimer une envie de faire quelque chose (mettons, la révolution) en informant que les autres sont contre cette envie ? Tant pis, si ces mêmes autres refrenent individuellement cette même envie en se référant à une information collective et normative. A ce stade là, information et désinformation se mêlent. La naissance d'une norme produite artificiellement mais massivement propagée devient une information véritable quand suffisamment d'individus sont convaincus de sa réalité. C'est

toute l'histoire du phénomène dit du "sentiment d'insécurité".

Mais ce n'est pas tout, car à ce processus d'inhibition s'ajoute le besoin de reconnaissance.

Vouloir être représentatif ou visible trouve trop souvent sa source dans un mécanisme exacerbé par notre société et bien connu des psychologues : le besoin de reconnaissance sociale. Le pouvoir s'appuie sur ce mécanisme psychologique. Il est classique d'observer qu'un individu qui "fait quelque chose" ressent l'envie que son action soit "reconnue" par autrui. Or, le pouvoir a les moyens de lui permettre d'assouvir ce besoin, tout simplement, en lui tendant micros et caméras. Or, personne ne l'ignore, l'intervention dans les médias n'est acceptable par le système que si le fond est aseptisé et si la forme est, comme on dit fort justement, "médiatique". Très rapidement,



pour continuer à passer "à la télé", notre militant révolutionnaire en mal de reconnaissance utilisera, en s'auto-censurant, un discours qui n'était pas le sien au départ mais qui est celui recevable

par les médias et il adoptera la mise en scène adéquate.

Et, très rapidement aussi, ce fond et cette forme deviendront son fond, c'est-à-dire sa manière de penser, et sa forme, sa façon de concevoir ses interventions. Sans compter la création de phénomènes de leadership ! Ceux qui s'agitent frénétiquement devant les caméras, qui veulent peser sur l'événement, qui interviennent à tout propos dans la presse en tant que porte-parole de ceci ou de cela, qui font la cour aux journalistes ... devraient s'interroger sur le sens véritable du message qu'ils font en définitive passer aux autres et sur les conséquences de leur stratégie sur eux-mêmes !

# L'homme invisible

## communiqué

C'est avec un vif plaisir que nous vous informons de la création du Syndicat Intercorporatif 35 CNT-AIT (SIC35/CNT-AIT) qui se rattache à l'Union régionale Normandie-Bretagne. CNT-AIT. Nos convictions anarcho-syndicalistes nous amènent à vous rejoindre afin de préparer le terrain pour la révolution sociale et libertaire.

Notre départ des Vignoles a été motivé par les faits suivants :

- structure des syndicats et des fédérations fonctionnant d'une manière verticale,
- aval de la fédération pour la concrétisation de mandat défini, d'où impossibilité de contacter les autres syndicats ; ce qui entraîne un pouvoir décisionnel et paralyse toute pratique syndicale,
- comme dans les grandes centrales réformistes, le nombre des effectifs ne correspond pas à la réalité,
- les syndicats existent avec le minimum requis d'adhérents, ce qui génère des problèmes de trésorerie inacceptables pour une confédération qui se dit révolutionnaire,
- l'argent des cotisations part vers des organismes sur lesquels nous n'avons pas de contrôle.

Nous vous communiquerons nos coordonnées dès que nous posséderons un local.

Nous vous remercions par avance pour la diffusion de ce texte dans le CS prochain.

# Le Trésorier, Le secrétaire, Rennes, le 30/10/03

Quelles revendications la CNT-AIT peut-elle avoir dans une société capitaliste où tout, absolument tout est à changer pour aller vers le communisme libertaire ? Nous sommes contre l'exploitation sous toutes ses formes, contre toute prise de pouvoir sur qui que ce soit, pour la fraternité entre les êtres humains et pour le partage des ressources ("De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins"). Tout ça est en gros tout, le contraire d'une société capitaliste, et ne pourra être mis en place qu'au moyen d'une révolution. L'histoire montre en effet que les changements radicaux de systèmes ne se font jamais par des réformes et c'est bien compréhensible :

Ceux qui détiennent le pouvoir ne sont jamais pressés de l'abandonner, et comme ils détiennent véritablement tous les pouvoirs (ils font les lois, disposent des médias de masse, de la police, des juges, de l'armée...), on ne peut pas attendre d'eux qu'ils acceptent de partager, même petit à petit, leurs privilèges. Revendiquer, c'est réclamer. Peut-on réclamer la révolution ou le communisme libertaire auprès d'un pouvoir capitaliste ? On ne revendique pas la révolution, on la prône et on la fait dès qu'on peut. Prôner autre chose que le communisme libertaire reviendrait à renier notre raison d'être, qui est d'œuvrer pour atteindre cet objectif. Car une plate-forme revendicative de la CNT-AIT serait bien ce que la CNT-AIT revendique, ce qu'elle voudrait obtenir et ce pour quoi elle se battrait.

Mais nous vivons dans une société capitaliste. Et nos conditions de vie, qu'elles soient plus ou moins dures ou confortables selon qu'on arrive à obtenir un bon ou un mauvais salaire, le RMI ou la manche, sont

## QUELLE PLATE-FORME DE REVENDEICATIONS POUR LA CNT-AIT ?

toujours celles d'exploités du système. C'est-à-dire que nous sommes ceux qui ne décident pas, ni des lois auxquelles il faut se soumettre, ni des soins auxquels on aura droit si on est malade, ni même de l'heure à laquelle on doit se lever le matin. Nous sommes ceux qui vont bosser pour un patron qui s'en met le plus possible dans les poches (même si dans certains cas, c'est plutôt minable), ou pour un Etat qui engraisse tous ces parasites qui nous traitent chaque jour comme des vaches à lait.

Il y a cependant une différence entre nos compagnons de galère et nous : nous avons conscience d'appartenir à la classe des exploités, et nous avons réfléchi sur la façon dont fonctionne le système capitaliste. Que ce soit par expérience ou en fouillant dans les livres, en discutant avec d'autres militants... nous savons aussi qu'on n'obtiendra pas la chute du capitalisme à force de petites victoires. Nous savons que l'Etat ou les patrons, quand ils cèdent d'un côté, le font par force, en calculant comment ils vont nous le reprendre de l'autre.

Et pourtant, nous participons à certaines luttes, portant sur des revendications immédiates. Est-ce de l'incohérence, voire de la malhonnêteté ? C'est pourtant simple à comprendre. Même si nous ne nous faisons pas d'illusion sur ce qu'on a véritablement gagné quand "on a gagné", les luttes sont des lieux et des moments privilégiés pour que nos "collègues" sans conscience de classe prennent conscience de leur exploitation, se

rendent compte à quel point ils sont méprisés par le pouvoir, et fassent l'expérience que la lutte et la solidarité sont les seuls moyens qui font reculer un peu leurs exploités. Participer à

des luttes sur des revendications immédiates, c'est être solidaire, mais c'est aussi et surtout faire de la propagande, par les discussions avec des gens plus à l'écoute que d'habitude et par la mise en pratique de nos principes. C'est ce long travail de sape qui permettra un jour d'abattre le capitalisme. Dire cela n'est pas mépriser les revendications immédiates ni ceux qui les portent, c'est seulement être lucide sur nos moyens d'action contre ce système.

Participer à des luttes sur des revendications immédiates n'a donc rien à voir avec le fait de rédiger une plate-forme de revendications au nom de la CNT-AIT. On peut s'imaginer que rédiger une telle plate-forme nous rapprocherait des préoccupations de nos "collègues" de classe, tout en les incitant à pousser un peu plus loin leurs revendications. L'expérience montre pourtant qu'à vouloir "coller" aux préoccupations immédiates, on en oublie souvent l'analyse politique et la lucidité sur les moyens d'abattre le système ; à moins que ce ne soit le contraire : ce sont peut-être ceux qui manquent d'analyse politique et de lucidité qui s'imaginent avancer en prenant à leur compte des revendications que peuvent porter les syndicats réformistes quand ils sont en forme. C'est ce que fait par exemple SUD depuis pas mal de temps, et apparemment, ça ne convainc pas tellement plus de monde que nos idées soi-disant trop radicales et surtout, ça ne nous rapproche pas beaucoup de la révolution sans laquelle on ne changera pas de système.

# Nikita



# MILITER EN RESEAU



**E**n ce début du troisième millénaire, quelle est, pour l'anarchosyndicalisme sur le plan national la forme d'organisation la plus adaptée à sa réalité actuelle, à la situation générale dans laquelle il évolue et qui lui permette le meilleur développement ? Ce texte, est une contribution individuelle à ce débat.

## MAIS QU'EST-CE QU'UNE ORGANISATION ?

Toute organisation repose sur un pacte entre des entités afin d'atteindre un but et suppose un mode de gestion de ce qui est mis en commun.

D'un point de vue anarchosyndicaliste, le pacte est librement consenti, modifiable aussi souvent que nécessaire. Il est théorico/pratique puisqu'il repose à la fois sur une théorie (l'anarchosyndicalisme) et sur une pratique (l'anarchosyndicalisme) qui ne doivent faire qu'un. Les entités concernées sont des structures fonctionnelles, de véritables cellules vivantes, qui conservent toujours leur liberté : les syndicats et les unions régionales de syndicats. Le but essentiel à atteindre est de réaliser une société libertaire. Cet objectif ne peut être atteint que par une politique de rupture avec tout "l'establishment". La résistance au quotidien se situe elle-même dans cette perspective. Le mode de gestion est de type fédéraliste. Il repose habituellement sur des assemblées générales ou des réunions de militants mandatés (pour la réunion en question ou pour des tâches précises sur des périodes plus longues). Ce qui est en commun à l'ensemble des syndicats est essentiellement de l'immatériel (idées, sigle, pratique de la solidarité, titres de journaux,...).

Il résulte de ce qui précède que plusieurs formes d'organisation anarchosyndicalistes sont possibles. D'ailleurs, la CNT espagnole, la CGT-SR (France, années 30) ou la FORA (Argentine) ont eu des

pratiques organisationnelles assez différentes, mais toutes reconnues par le mouvement anarchosyndicaliste international.

## STRATEGIE ORGANISATIONNELLE...

**G**lobalement, nous vivons encore actuellement sur une conception de l'organisation, héritée du XIXème siècle, qu'on pourrait qualifier de mécaniste (un rouage entraîne les autres, le flux "monte" et "descend" en suivant ces rouages). L'objectif de ce texte est de commencer à préciser ce que pourrait être une confédération anarchosyndicaliste utilisant un autre modèle organisationnel, celui du réseau. Dans cette perspective, la stratégie est avant tout de potentialiser, de rendre plus efficace l'action que le syndicat (en tant qu'entité fonctionnelle) mène là où il se trouve, et qui se concrétise par des actions de réflexion et de propagande et de résistance et d'impulsion. La conf-réseau postule donc nécessairement que chacune de ses unités ne commence à exister qu'à partir du moment où elle est fonctionnelle, c'est à dire qu'un travail militant de terrain se fait.

Il existe plusieurs possibilités pour qu'une organisation nationale rende plus efficace le travail militant des syndicats. Classiquement, par exemple, elle produit et met à disposition de ces derniers des affiches, des tracts rédigés et imprimés nationalement. Selon notre conception, puisqu'une conf-réseau regroupe des syndicats qui cherchent à avoir une réelle autonomie de réflexion, de décision, de gestion, de réalisation et d'action,



le rôle de la structure nationale est tout autre. C'est d'aider les syndicats à devenir aussi autonomes que possible dans tous les

domaines, de la conception du matériel de propagande à la réalisation pratique. Evidemment, tout cela n'irait pas sans poser des problèmes nouveaux, à la fois. Mais il existe des solutions.

## ... & QUESTIONS PRATIQUES

**U**ne des questions que l'on peut se poser est de savoir comment se fera la mutualisation puisqu'il n'y aura plus de centralisation. Dans une conf-réseau, si un syndicat a une idée (de lutte, d'affiches, de texte ...), il la communique à tous les autres syndicats membres (par bulletin, circulaire, internet...). Si certains d'entre eux trouvent l'idée tout à fait à leur goût, soit ils s'adressent directement au syndicat qui a lancé l'idée pour la mettre en pratique ensemble, soit ils prennent l'idée à leur compte et l'affaire est réglée. Dans le cas où des syndicats la trouvent correcte mais améliorable, ils transmettent leur nouvelle proposition. Au "pire", si une idée ne supplante pas l'autre ou si la synthèse ne se fait, il y a plusieurs versions de la réalisation (de l'affiche, du tract...) ce qui, en soi, n'est pas gênant. Si des syndicats trouvent l'idée médiocre mais compatible avec l'anarchosyndicalisme, ils peuvent exprimer leur opinion s'ils l'estiment utile, mais ils ne bloquent rien du tout. Enfin, si des syndicats la trouvent incompatible avec l'anarchosyndicalisme, ils le manifestent et l'argumentent. Le syndicat qui est à l'origine du projet et ceux qui étaient éventuellement inté-

SUITE PAGE 13



ressés peuvent se rétracter (s'ils estiment qu'ils ont été maladroits, qu'ils se sont trompés ...) ou persister, ce qui, suivant la gravité qu'accorderont

au sujet les uns et les autres, peut donner lieu à un conflit.

Les arguments économiques qu'on peut opposer à cette démarche (il est moins cher, à l'unité, de tirer une affiche à un grand nombre d'exemplaires, par exemple) ont été vrais. Ils le sont beaucoup moins maintenant (du fait des nouvelles techniques d'impression et de communication). La CNT-AIT dispose d'ailleurs d'une importante expérience dans ce domaine depuis des années (par exemple avec son réseau de presse). Par rapport aux inconvénients qu'entraînent une organisation centralisée (en particulier les possibilités de prise de pouvoir), le faible "surcoût" économique éventuel du fonctionnement en réseau n'est pas un argument recevable.

Beaucoup d'autres questions qui se posent (par exemple, la gestion des contacts extérieurs, les besoins en matière de solidarité...) peuvent recevoir des réponses du même type.

## LA GESTION DU RESEAU

Les questions qu'une conf-réseau aura à résoudre pour se gérer elle-même sont au moins de 3 types :

### 1) Qui entre dans la conf-réseau ?

On peut penser que le minimum sera l'activité réelle préalable. Un individu, un groupe d'individus qui se reconnaissent dans ce qu'est la CNT-AIT commencera par militer avant de constituer un syndicat. En pratique, il se greffera sur un des syndicats constitutifs du réseau, pour pouvoir bénéficier de l'infrastructure, vérifier l'adéquation des idées des uns avec celles des autres ... Ce n'est que quand les choses

sont un peu solides qu'un nouveau syndicat peut se constituer. Ce travail peut prendre, en fonction des réalités locales, des formes très diverses. Il doit cependant exister d'une façon ou d'une autre et c'est une des bases sur lesquelles se fait l'appréciation par le réseau. Si le constat est positif, avalisé par lui (dans une réunion nationale du réseau par exemple), l'adhésion se ra avalisée.

### 2) Qui reste dans la conf-réseau ?

Pour qu'une confédération soit un organisme vivant, il faut que, lorsqu'une unité n'a pas le potentiel minimum pour continuer à fonc-



tionner, elle disparaisse en tant que structure. Dans une logique de réseau, il n'y a aucun intérêt à garder des coquilles vides (il y a même des inconvénients). Le (les) militant(s) qui n'a plus d'activité réelle sur place se greffe sur un autre syndicat et vient le renforcer au lieu de rester isolé et de faire semblant. Dès que les forces le permettront à nouveau, le redéploiement aura lieu. Pour rester dans le réseau en tant que syndicat, l'activité de terrain (et les cotisations) doivent être validées périodiquement par l'ensemble du réseau. La participation à la vie du réseau, c'est-à-dire l'échange permanent avec toutes les

autres unités fonctionnelles, doit être effective.

Bien sûr, le conflit peut surgir et le "gentleman agreement" sur lequel repose ce qui vient d'être écrit ci-dessus risque d'être mis à mal. Comment de tels conflits peuvent-ils être traités dans une conf-réseau ?

### 3) La gestion des conflits

Imaginons que le syndicat A ne soit pas d'accord (pour les raisons les plus diverses) avec le syndicat B. La première chose qu'il peut faire est bien sûr de discuter pour tenter de s'entendre. Si la situation est bloquée, il peut couper toutes ses relations avec B. Si les autres syndicats pensent et font comme A, alors B est rapidement mis hors du réseau, sans autre forme de procès. S'ils trouvent que c'est A qui a tort de se comporter ainsi et que c'est lui qui empoisonne les autres, ils coupent les ponts avec lui, et c'est A qui se trouve de fait rapidement hors circuit. Enfin, si les syndicats trouvent que le conflit entre A et B n'a pas de réelle importance, ils peuvent essayer de faire entendre raison à l'un ou/et à l'autre. Si A et B restent figés, et bien tant pis, il n'y aura pas d'échanges directs entre ces deux-là mais cela n'empêchera pas le réseau de continuer à fonctionner même si cela devient un peu "boiteux".

Le réseau ne résoudra probablement pas tous les problèmes. Mais il pourrait dynamiser l'action des anarchosyndicalistes. Pour finir, soulignons, qu'au sens où on l'entend ici, il est tout à fait transparent pour ses membres, puisqu'il identifie clairement les unités fonctionnelles (des syndicats actifs), les procédures (la façon dont les syndicats communiquent entre eux), les contenus (ce qu'ils communiquent) et le degré de liberté et d'autonomie de chacun. La réflexion est loin d'être finie et le débat reste ouvert.

# Francesita



## DERNIERES NOUVELLES D'ITALIE : HAPPY END POUR L'ONCLE GIULIO DANS L'AFFAIRE MORO

**L'**inoxydable, comme on appelle là-bas Giulio Andreotti, 84 ans, grand pont de la démocratie chrétienne, 7 fois président du Conseil, 21 fois ministre, sénateur à vie, vient d'être le 30 octobre dernier, entièrement et définitivement innocenté par la cour de cassation de Rome. Un précédent jugement, de la cour d'appel de Perugia, en novembre 2002, l'avait condamné à 24 ans de prison. Quel magnifique retournement de situation, on en reste saisi ! A n'en pas douter, cet homme doit pouvoir compter sur d'excellents amis.

**M**ais de quoi l'est-ce-qu'on accuse-t-on-mon-pauvre -client ? Souvenez-vous, allons ! Dans les années 80, un certain Tommaso Buscetta (aujourd'hui décédé), parrain repent de la Cosa Nostra, accuse formellement Andreotti d'avoir commandité le meurtre du 'journaliste d'investigation' Peccorelli qui enquêtait sur l'affaire Aldo Moro. Vous vous souvenez peut être de ce président de la Démocratie Chrétienne dont l'enlèvement et l'assassinat furent revendiqués par les Brigades Rouges en 1978 ? A cette époque lointaine, l'État italien est confronté depuis dix ans à une lutte sociale intense (une sorte de Mai 68 en version longue). Grèves, occupations d'usines, sabotages, émeutes frisant l'insurrection se succèdent. Pour rétablir la paix sociale, la bourgeoisie hésite entre différentes options : certains au sein de la démocratie-chrétienne (dont Aldo Moro) prônent le rapprochement avec le Parti Communiste Italien (PCI) afin de lui donner les moyens de jouer avec plus d'efficacité son rôle d'éteignoir des révoltes. D'autres, parmi les petits camarades de Moro misent sur des recettes de retour à l'ordre plus traditionnelles, plus éprouvées, c'est le choix de la 'stratégie de la tension', à l'œuvre depuis plusieurs années déjà dans la péninsule : services spéciaux et fascistes italiens, gentiment encadrés par la CIA, organisent des attentats hyper-sanglants qui sont attribués par la police et la justice aux anarchistes, aux autonomes, à l'ultra-gauche -l'objectif étant de discréditer les révolutionnaires aux yeux de la population et une fois leur culpabilité 'dûment' établie de les mettre sous les verrous.

Dans les hautes sphères, la perspective d'une paix sociale négociée avec le PCI a été jugée suffisamment dérangeante (sans doute trop contraire aux intérêts américains, très importants en Italie) pour que l'on décide d'écarteler le porteur du projet politique de 'compromis historique'. Les velléités des Brigades Rouges de porter un coup décisif à l'État arrivent à point nommé ; de roués manipulateurs sauront leur apporter l'aide nécessaire à ce coup d'éclat.

L'hyperprofessionnalité avec laquelle l'opération d'enlèvement du président Moro est menée révèle à elle seule que les brigadistes n'ont pas agi seuls (mitrillage intégral de l'escorte de la voiture présidentielle, seul Aldo Moro reste indemne) ; la suite de l'histoire est du même acabit : le lieu de détention de l'otage présidentiel échappé, des semaines durant, à la plus gigantesque battue jamais organisée (notre grand disparu était vraisemblablement bien 'à l'abri' dans un lieu diplomatiquement inviolable).

Le rapt, puis l'exécution du président donnent le signal d'une énorme répression dont tout le monde va faire les frais. L'objectif triple de la machination est atteint : élimination d'un gêneur, démantèlement d'un groupe de lutte armée et criminalisation générale des radicaux. L'ordre règne (pour un certain temps).

Notre cher "Oncle Giulio" a sans aucun doute trempé dans ce règlement de comptes au sommet de l'État. Le meurtre du journaliste Peccorelli n'aura pas empêché ses thèses de se répandre, sans aucune conséquence réellement fâcheuse (hormis le désagrément de multiples et fastidieux procès) pour l'inoxydable. Honorable correspondant probable de la Cosa Nostra en milieu politique, grand ami des américains, "l'Oncle Giulio" est parfaitement indéboullonnable, il aura régné plus d'un demi-siècle sur la péninsule.

En quoi cette affaire présente-t-elle de l'intérêt pour l'étude des mœurs étatiques ? Elle nous prouve, si besoin était, qu'en cas de nécessité l'État n'hésite pas à sacrifier sur l'autel de ses Raisons ses plus grands commis, fussent-ils de rang présidentiel (cf Kennedy, Rabin, etc.).

La récurrence de telles machinations (au sein des pseudo-démocraties occidentales) et l'ampleur des connivences qu'elles présupposent (entre le crime organisé et l'appareil d'État de l'oligarchie politique) devraient suffire à elles seules à faire apparaître les rêveries citoyennistes d'un État virginal au service de l'intérêt général pour ce qu'elles sont : des élucubrations naïvement utopiques, fondées sur la méconnaissance de la nature profonde de l'État, qui est de servir des intérêts bien particuliers (de même que l'essence du commerce est de dégager du profit et d'ignorer toute équité sous peine de mort).

Jamais totalement élucidées, ces affaires obéissent aussi à une loi du genre : plus le scandale éclate et plus l'opacité se fait. Singeant les truands qu'ils emploient pour leurs basses œuvres, les politiciards respectent la consigne du silence, l'omerta. Si l'opposition proteste bien un peu, dans ce genre de circonstances, on évite en général, soigneusement, d'essayer d'évaluer le degré d'implication des rouages étatiques dans la conception et la réalisation de la "conjura-

SUITE PAGE 15

tion\*, pour la bonne raison que ces rouages pourront resservir.

Les conclusions judiciaires enfin (acquittement, non-lieu ou autre blanchissement d'actions fort sales) contribuent -et c'est aussi une fonction de ces affaires- à donner le sentiment aux misérables sujets que nous sommes qu'il est vain de vouloir se mesurer aux maîtres : leur puissance sans limite leur garantit une impunité totale.

Aux comploteurs de haute volée, la mansuétude et le pardon ; aux révoltés, aux militants, le châtiment des longues années d'emprisonnement sans espoir qu'une cour de cassation ne vienne jamais abrégier leur souffrance.

'Peuple trop oublieux, si jamais tu te lèves, ne sois pas généreux', comme le dit la chanson.

# Gmli

**434**  
**JOURS**  
 après sa libération,  
 Papon, notre grabataire national, notre im-potent certifié par les experts et par la justice de la république est en train d'établir un record de longévité ! Pendant ce temps, les prisons françaises ont dépassé un autre record historique : celui du nombre de prisonniers. On y enferme péte mêle enfants, hommes, femme, vieillards. Les vrais malades s'y accumulent et les suicides s'y multiplient. Alors, Monsieur Perben, toujours pas de commentaire ? # 26 XI 2003



Notre prochain numéro (N° 84), daté de Février / Mars 2004 paraîtra début février 2004

**TOULOUSE**

CNT-AIT, 7 rue St Rémésy,  
 31000 TOULOUSE

POUR PRENDRE CONTACT :

**Permanence publique**, au siège du syndicat, tous les samedis de 17h à 19h (la rue St Rémésy est parallèle à la rue Pharaon)

**Tables de presse :**

Tous les dimanches au Marché aux puces St-Sernin à partir de 10h30. / Au RU du Mirail, tous les mercredis table de presse de la section universitaire (ATOS et JL) lors de la pause méridienne /



**MONTAUBAN**

CNT-AIT (r.P. 158, 82001)  
 Montauban cedex

Pour prendre contact :

**Table de presse** tous les samedis au marché Prax Paris à partir de 10h30.

**QUERCY  
 ROUEBUE  
 RUEYRON**

Pour prendre contact :

Ecrire à la CNT-AIT de Montauban qui transmettra.

**TARBES**

Pour prendre contact :

Table de presse mensuelle le dimanche de 10 à 12 h., sur le marché aux vêtements (halle Mercadieu).

**PUBLICATIONS CNT-AIT**

**LE COMBAT SYNDICALISTE** : Pour faire connaître le CS autour de vous, demandez-nous des numéros de diffusion (gratuits).

**LE BIB (Bulletin Inter Boite)** : Des infos de boîte à afficher dans la vôtre. Pour y participer, pour se le procurer : CNT-AIT, 5 impasse des Alouettes, 31700 Blagnac.

**FORUM LIBERTAIRE** : Pour les travailleurs et usagers des secteurs du social, de l'éducation et de la santé. S'adresser à la CNT-AIT de Montauban ou au 05 61 52 86 48.

**UN AUTRE FUTUR** : Le prochain numéro du bulletin bilingue (français, arabe) des quartiers va sortir. Pour participer à sa réalisation et à sa diffusion : s'adresser à la CNT-AIT de Toulouse.

**TOMARES : RESISTANCE ET VICTOIRE**

Après 134 jours de grève -la 2ème en durée depuis la mort de Franco- les éboueurs de l'entreprise Ferrosar (Groupe Ferroviario), à Tomares, ont remporté une victoire historique. Ils avaient contre eux la coalition des nantis (patronat, mairie et gouvernement régional de gauche, gouvernement central de droite, tribunaux...) et pour eux, leur courage, leur détermination, mais aussi l'appui déterminé et détermi-

nant de la CNT-AIT de toute la péninsule et la solidarité ouvrière. Nous ne nous faisons jamais d'illusions sur les victoires matérielles, ni à Tomares ni ailleurs. Au-delà des acquis matériels, bien réels ici (le patron de Ferrosar a dû céder sur pratiquement toute la ligne), c'est surtout une énorme victoire morale qui a été remportée. Sur Tomares a soufflé l'esprit de lutte de l'anarchosyndicalisme, son analyse, ses

méthodes d'organisation. En témoigne ce point de l'accord final par lequel le patron est désormais obligé de soumettre à l'Assemblée générale des travailleurs toute modification des conditions de travail. La grève de Tomares a connu un impact certain dans toute l'Espagne et démontré par la pratique que tout ce que préconise la CNT-AIT, loin de représenter le passé, est porteur d'avenir.

#A.S.S.

## OYEZ, BONNES GENS : C'EST LA FÊTE DU 38

Cela fait des années que nous militons dans divers quartiers de la ville. Pour ce faire, nous nous déplaçons dès que cela est possible. La fête du quartier d'Empalot (dite du "38", du nom de la ligne de bus) est un rendez-vous habituel pour nous, c'est un moment de rencontre et d'échange entre les individus. Il faut bien croire que tout cela est bien terminé, car la convivialité n'est plus de mise... là aussi la sottise politique est venue mettre son nez !

### L'homme :

Il s'agit d'un politicien qui se défend bien de faire de la politique. ... Pour la logique, nous voici revenus au Moyen-Âge ! Imaginons donc, juste quelques instants cet individu en un chevalier que l'on pourrait nommer sans scrupules. Oyez, bonnes gens.

### L'histoire :

#### Première séquence :

Lorsque nous arrivâmes, l'heure des vêpres approchait. Il y avait déjà foule. Nous cherchâmes homme à qui parler, nous trouvâmes rapidement. Nous lui dîmes qui nous étions, ainsi que notre désir de tenir une modeste table de presse afin d'informer la population de nos idées. Notre homme nous fit comprendre qu'il ne pouvait répondre pour l'instant à notre placet. N'étant que simple vassal, dans ce triste monde féodal, il devait prendre audience auprès de son suzerain : le Chevalier Redoutable Supérieur (CRS en abrégé).

#### Deuxième séquence :

Le Chevalier Redoutable Supérieur pris du temps à venir. Il devait soit disant se vêtir de son heaume, son haubert, ses chausses, sa cotte et son feutre. Mais il était en fait accroché à son étrivière à la fontaine en train d'écluser des muids de liquide rougeoyant et jaunissant.

Il arriva, enfin, sur son rancin, caché derrière sa bretèche. Son vassal accourut à lui. C'est alors qu'il engagea envers nous une proclamation solennelle expliquant que nous n'étions pas les bienvenus car nous serions une organisation politique. Nous montrâmes alors notre étonnement, en disant tout d'abord que nous ne sommes pas une organisation politique, mais plutôt une organisation révolutionnaire voulant détruire les suzerains, les comtes, le roi, l'église et les guerriers. De plus, nous lui dîmes qu'autour de nous il y avait moult organisations politiques, et que lui-même étant un élu municipal, il devait bien faire de la politique de temps en temps. C'est alors que j'appris avec stupéfaction de sa noble bouche que Truc-Palestine, Act Up, Chose-Chiapas et les autres ne sont nenni des organisations à tendance politique, mais uniquement de douces et bonnes associations culturelles et que les élus n'étaient point des hommes (ou des femmes) politiques mais des manants comme les autres !!! Puis il partit vers son monde enchanté en donnant un congé plein de mépris.

#### Dernière séquence :

Je dois bien dire que dans le foutage de gueule, cet élu motivé est bien le champion (au sens chevaleresque du terme !). Nous avons tout de même tenu notre table de presse, mais ce fut devant l'entrée du festival, à proximité des grilles et des vigiles... La rupture était donc bien marquée, ce qui a créé plusieurs interventions et interrogations de la part des gens du quartier, et certains ont compris à cette occasion que personne n'a rien à attendre des élus et de ceux qui entretiennent le pouvoir.

Le Ménéstral des Jeunes Libertaires.

## "Dis merci à la dame"

Merci à messieurs les ministres, à Monsieur le Président et aux gentils notables qui s'occupent si bien de nous. Sans eux, qui nous mentirait et nous tondrait chaque mois ?

Merci à tous les patrons de nous faire travailler pour EUX, pour qu'ils puissent faire tourner LEUR boutique (et se faire un tas de pagnon grâce à notre boulot).

Merci aux gentils policiers de nous remettre dans "le droit chemin" lorsqu'on s'écarte de l'idéal, cet idéal que les généreux dirigeants ont choisi POUR nous ... LEUR idéal ! Merci de ne pas nous laisser faire le choix.

Merci à ce système de nous condamner à une vie réglée d'avance, où l'on n'a pas le temps de vivre : se lever toute la semaine à 6 h 30 le matin pour aller au travail, passer sa journée à trimer (pour le bénéfice d'une minorité qui, elle, vit très bien), puis en rentrant, s'occuper du foyer et/ou des obligations familiales...

Bilan d'une journée : il reste quelques maigres heures où, épuisé, on va s'avachir devant la télé et attendre ... attendre que la peine se termine et espérer à 65 ans rattraper un peu du temps perdu : une consolation assez maigre en fait... Merci donc à tous ces gens de construire, maintenir, rapiécer et défendre un système où nos vies nous échappent totalement.

Sois un gentil lycéen, petit étudiant, travailleur docile ... puis crève ! Regarde ce qu'ils font de ta vie ! Les laisser faire, c'est mourir avant d'être libre ! Révolte-toi !

# Jeunes Libertaires

Lundi  
6H00

